



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26, rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 15/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHAVIGNY Transports et Travaux publics

1 rue de la Vallée du Loir
41310 Saint-Amand-Longpré

Références : 2024-788_RAPVI CHAVIGNY
Code AIOT : 0010014120

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2024 dans l'établissement CHAVIGNY Transports et Travaux publics implanté Les Maisières, Dessous les Maisières, Les Petits Champronds 41100 Thoré-la-Rochette. L'inspection a été annoncée le 12/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAVIGNY Transports et Travaux publics
- Les Maisières, Dessous les Maisières, Les Petits Champronds 41100 Thoré-la-Rochette
- Code AIOT : 0010014120
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière située aux lieux-dits " Les Maisières", "Dessous-les-Maisières" et "Les Petits Champronds" sur la commune de Thoré-la-Rochette est autorisée par arrêté préfectoral du 20 mai 2022, pour une durée de 30 ans. La production maximale de matériaux extraits est de 50 000 tonnes/an (avec une moyenne de 16000 tonnes/an). L'exploitant actuel de la carrière est la société CHAVIGNY TRANSPORT ET TRAVAUX PUBLICS.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Acte de cautionnement	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 1.7.3	Demande d'action corrective	60 jours
5	Déclaration de mise en service	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.1.4.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
6	Décapage des terrains	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.1.4.3	Demande d'action corrective	60 jours
8	Transport des matériaux	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.1.4.6	Demande d'action corrective	60 jours
9	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.9.2	Demande d'action corrective	60 jours
11	Têtes des ouvrages piézométriques	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 4.4.1	Demande d'action corrective	60 jours
12	Tube de soutènement des piézomètres	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 4.4.1	Demande d'action corrective	60 jours
13	Rapport de fin de travaux	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 4.4.1	Demande d'action corrective	60 jours
14	Étude hydrogéologique	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 4.4.2	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Haies	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 1.8.5.6	Sans objet
3	Information des tiers	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.1.4.1.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Bornage	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.1.4.1.2	Sans objet
7	Extraction	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.1.4.5	Sans objet
10	Inscription à la BSS	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 4.4.1	Sans objet
15	Analyse des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 4.4.2	Sans objet
16	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 5.2.1	Sans objet
17	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 7.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Acte de cautionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 1.7.3
Thème(s) : Autre, Garanties financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la mise en activité de l'installation, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :</p> <ul style="list-style-type: none"> •le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ; •la valeur datée du dernier indice public TP01.
<p>Constats :</p> <p>Le montant des garanties financières prévues pour la première phase d'exploitation, prescrit par l'arrêté préfectoral, est de 67 606 euros.</p> <p>L'exploitant dispose de d'un acte de cautionnement en date du 21 février 2023, valide du 20 mai 2022 au 20 mai 2027 et garantissant un montant de 72 823 euros.</p> <p>Il est à noter que par courriel du 7 novembre 2024, suite à une sollicitation par l'inspection, la Préfecture de Loir-et-Cher a notifié ne pas disposer de l'acte de cautionnement sus-visé.</p>

L'acte de cautionnement du 21 février 2023 est à transmettre à la Préfecture de Loir-et-Cher.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Haies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 1.8.5.6
Thème(s) : Autre, Remise en état
Prescription contrôlée : Les haies existantes se situent en dehors des limites d'extraction de la carrière. Elles seront donc conservées
Constats : La végétation présente aux alentours de la carrière est représentée sur le plan d'exploitation du 2 janvier 2024, transmis par l'exploitant par courriel du 26 février 2024. Lors de la visite d'inspection du 6 novembre 2024, la haie présente le long du chemin rural longeant la carrière a été vue (celle-ci étant en dehors du périmètre de l'autorisation). Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Information des tiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.1.4.1.1
Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires
Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats :

Lors de la visite d'inspection du 6 novembre 2024, l'exploitant a indiqué que la carrière était accessible seulement par une voie d'accès.

Lors de la visite de la carrière, un panneau (grand format) a été constaté à l'intérieur du périmètre de l'autorisation. Celui-ci est visible depuis le chemin rural permettant l'accès à la carrière.

Le panneau comporte le nom de l'exploitant ; l'adresse et le type de travaux ("Extraction de sables et graviers alluvionnaires") ; la référence à l'arrêté préfectoral n° 41-2022-05-00002 du 20/05/2022) ainsi que l'adresse de la mairie de la commune de Thoré-la-Rochette où la remise en état du site peut être consultée.

Par ailleurs, le panneau mentionne aussi l'interdiction d'accès sans autorisation et les numéros d'urgence.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.1.4.1.2

Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires

Prescription contrôlée :

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
- le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes devront toujours être dégagées, bien visibles et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 6 novembre 2024, l'exploitant a fourni :

- la facture n°202400725 du 28 mars 2024 relative au bornage périmétrique des parcelles ;
- le plan de bornage de la carrière.

Le plan de bornage identifie la localisation des bornes existantes et des nouvelles bornes installées ainsi que le périmètre de la carrière.

Lors de la visite de la carrière, par sondage, les bornes N et G identifiées sur le plan ont été vues.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclaration de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.1.4.1.4

Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires

Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant doit, avant le début de l'exploitation, mettre en place les aménagements préliminaires définis au présent chapitre. Dès que ces aménagements ont été réalisés, l'exploitant notifie au préfet et au maire des communes concernées la mise en service de l'installation. Il adresse, dans le même temps ou au préalable, au préfet le document établissant la constitution des garanties financières.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 6 novembre 2024, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la transmission de la déclaration de mise en service au préfet et au maire de la commune de Thoré la Rochette.</p> <p>Les aménagements préliminaires ont été mis en place (cf. constats " Bornage" et " Information des tiers").</p> <p>Il est à noter que par courriel du 7 novembre 2024, suite à une sollicitation par l'inspection, la Préfecture de Loir-et-Cher a notifié ne pas disposer de la déclaration de mise en service de la carrière.</p> <p>Les notifications au Préfet et au maire de la mise en service de la carrière n'ont pas été réalisées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 6 : Décapage des terrains

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.1.4.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Conduite de l'extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. En phase d'exploitation, les règles suivantes seront imposées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le décapage est réalisé par temps sec, au chargeur, mais en dehors des périodes très sèches; • absence de décapage des terres végétales du 1er avril au 30 septembre afin d'éviter la destruction de nichées (période de nidification de l'avifaune) et la destruction ou l'altération des invertébrés [...] <p>Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.</p> <p>Le dépôt des horizons humifères ne doit pas avoir une hauteur supérieure à 2 m afin de lui</p>

conserver ses qualités agronomiques.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 6 novembre 2024, l'exploitant a indiqué que la première campagne de décapage avait débuté le 17 octobre 2024, pour six jours. Il a précisé que la surface décapée correspond à la première phase d'exploitation.</p> <p>Les dépôts de terres végétales ont été vus lors de la visite de la carrière. Certains d'entre eux semblent dépasser (à vue d'œil) les 2 mètres. L'exploitant a indiqué qu'il pourrait les araser pour que la hauteur maximale soit respectée.</p> <p><u>Il est à noter que selon l'article 2.1.4.4 de l'arrêté préfectoral, une notification à la DRAC de la date prévue pour les travaux de décapage doit être effectuée au minimum un mois avant le début de ceux-ci.</u></p> <p>La hauteur des dépôts des terres végétales doit être vérifiée. Le cas échéant, la hauteur maximale de deux mètres devra être assurée, notamment pour la conservation de la qualité agronomique des terres végétales.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.1.4.5
Thème(s) : Autre, Conduite de l'extraction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'extraction est effectuée à sec au moyen d'une pelle hydraulique ou d'un chargeur sur une épaisseur moyenne (de 3,75 m) variant de 1,50 à 4,50 mètres avec un front de taille d'une hauteur de 4,50 mètres au maximum, dans les zones où le gisement est optimal. Le carreau de la carrière a pour cote minimale 72,50 m NGF.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 6 novembre 2024, l'extraction de la première phase d'exploitation n'avait pas débuté.</p>

Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Transport des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.1.4.6
Thème(s) : Autre, Conduite de l'extraction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'itinéraire emprunté par les camions pour alimenter l'installation de traitement des matériaux de « Champfort » est le suivant (le plan de circulation figure en annexe 6) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le chemin cadastré ZD141, ZD 151 et ZC 141, la route de Cunaille à Champfort (Voie communale n°2), soit au maximum 1,2 km (jusqu'à la zone sud). • les camions de transports qui apporteront les remblais inertes depuis l'aire de tri et traitement des déchets du BTP de CAP RECYCLAGE rejoindront l'installation de Champfort pour être pesés sur le pont-bascule du site avant de rejoindre l'excavation en empruntant le chemin décrit ci-dessus. • les matériaux traités sur le site de Champfort alimenteront l'usine de Préfabrication en empruntant la route de Cunaille à Champfort puis la D67 sur 1,5 km.
<p>Constats :</p> <p>Aucun transport de matériaux jusqu'à l'installation de traitement n'a encore eu lieu, l'extraction n'ayant pas encore débuté.</p> <p>L'exploitant a indiqué au cours de la visite d'inspection du 6 novembre 2024 que les matériaux ne seront pas traités sur l'installation de Champfort tel que prévu dans la demande d'autorisation mais sur l'installation à "La Touche" à Montoire sur le Loir (l'activité de Champfort ayant cessé). Il est à noter que cette installation de traitement se trouve à plus de 10 km de la carrière.</p> <p>Les informations de la demande d'autorisation initiale relatives à l'installation de traitement de Champfort (trafic routier ; aire étanche fixe pour le remplissage des engins ; itinéraire des transports ; pesage des matériaux ...) ne sont plus effectives.</p> <p>Les modifications apportées au transport et traitement des matériaux extraits de la carrière sont à notifier au Préfet. Les impacts induits par l'éloignement du lieu de traitement des matériaux seront à décrire. Le positionnement vis-à-vis de l'article R.181-46 sera également à fournir.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.9.2
Thème(s) : Autre, Suivi de l'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ; • les bords de la fouille ; • les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ; • l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ; • les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; • le positionnement des fronts ; • la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 26 février 2024, l'exploitant a transmis le plan d'exploitation mis à jour au 2 janvier 2024. Ce plan représente les zones nord et sud constituant le périmètre de la carrière (échelle 1/2500).</p> <p>Les éléments suivants sont à noter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la limite du périmètre d'autorisation n'est pas légendée ; - la limite de 50 mètres n'est pas identifiée (périmètres de 35 mètres et 300 mètres notifiés sur le plan) mais les abords sont représentés ; - les bornes ne sont pas localisées ; - les cotes altimétriques ne sont pas indiquées (des courbes de niveau sont représentées mais sans leur correspondance altimétrique). <p>L'exploitation de la carrière n'ayant pas débuté au 2 janvier 2024, les éléments en lien avec celle-ci (positionnement des fronts, voies d'accès, surfaces ...) ne sont pas encore représentés. Les piézomètres n°3 et n°4 ne sont pas localisés sur le plan car réalisés à postériori.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 6 novembre 2024, l'exploitant a montré un plan d'exploitation plus détaillé (bornes, cotes altimétriques ...). Il est à noter que ce plan concerne l'ancienne carrière de Maisières.</p> <p>Le plan annuel d'exploitation ne comporte pas l'ensemble des éléments prescrits par l'article sus-visé.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Inscription à la BSS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 4.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.
Constats : Par courriel du 26 juin 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection les récépissés de déclaration (n°1014282 et n°1014281) relatifs à l'inscription des nouveaux piézomètres (n°3 et n°4) à la BSS. Les codes de ceux-ci sont les suivants : - Piézomètre n°3 : BSS004KXLJ - Piézomètre n°4 : BSS004KXLG. L'exploitant n'a pas su indiquer si les piézomètres existants ont été enregistrés à la BSS. Il conviendrait que l'exploitant régularise ces ouvrages le cas échéant.
Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Têtes des ouvrages piézométriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 4.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.
Constats :

Lors de la visite d'inspection du 6 novembre 2024, les piézomètres n°2, 3 et 4 ont été vus. Aucune donnée quant à leur nivellement n'a été constatée sur ces ouvrages.
Sur le plan d'exploitation du 2 janvier 2024, les cotes altimétriques de la tête et de la dalle des piézomètres n°1 et n°2 semblent être notifiées mais celles-ci ne sont pas lisibles.

Le nivellement des têtes des quatre ouvrages piézométriques est à justifier et à signaler sur ceux-ci.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : Tube de soutènement des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 4.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

En tête d'ouvrage de surveillance, le tube de soutènement doit dépasser du sol d'au moins 50 cm. Cette hauteur minimale est ramenée à 20 cm lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est cimentée sur 1 m de profondeur comptée à partir du niveau du terrain naturel.

Le tube doit disposer d'un couvercle à bord recouvrant, cadenassé, d'un socle de forme conique entourant le tube et dont la pente est dirigée vers l'extérieur. Le socle doit être réalisé en ciment et présenter une surface de 3 m² au minimum et d'au moins 30 cm au-dessus du niveau du terrain naturel pour éviter toute infiltration le long de la colonne. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local, le socle n'est pas obligatoire mais dans ce cas le plafond du local doit dépasser d'au moins 50 cm le niveau du terrain naturel.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.

[...] La tête de puits est protégée de la circulation sur le site.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 6 novembre 2024, les piézomètres n°2, n°3 et n°4 ont été vus.

<p>Les trois tubes des piézomètres disposaient d'un couvercle mais seulement deux d'entre eux présentaient un cadenas (n°2 et n°4). Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis dans l'après-midi une photographie justifiant de la mise en place d'un cadenas sur le piézomètre n°3. La hauteur des socles cimentés a été vérifiée pour les deux nouveaux piézomètres (n°3 et n°4) : celle-ci est inférieure à 30 cm (estimée à une vingtaine de centimètres par l'exploitant). L'exploitant a démontré la présence d'une pente sur ces socles. Par ailleurs, le socle cimenté du piézomètre n°4 présente des fissures. L'exploitant s'assurera de la hauteur et de l'état des socles non vus lors de la visite de la carrière (piézomètres n°1 et n°2). Les piézomètres 3 et 4 ne sont pas protégés de la circulation et sont situés dans des parcelles cultivées. Le piézomètre n°2 semble avoir été protégé par une clôture (piquets + barbelés) mais celle-ci était au sol le jour de la visite.</p> <p>La hauteur minimale du socle cimenté n'est pas respectée pour les piézomètres n°3 et n°4. Au vu de l'état du socle cimenté du piézomètre n°4, l'absence d'infiltration sur le long terme est à démontrer ou des actions correctives sont à engager. Les têtes de puits des piézomètres ne sont pas protégées de la circulation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 13 : Rapport de fin de travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 4.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un rapport de fin de travaux est établi par l'exploitant et transmis au Préfet dans un délai maximum de deux mois suivant la réalisation de l'ouvrage. Il synthétise le déroulement des travaux de forage et expose les mesures de prévention de la pollution mises en oeuvre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 21 juin 2024, l'exploitant a transmis à la Préfecture du Loir et Cher les rapports relatifs à la réalisation des piézomètres n°3 et n°4.</p> <p>Il est à noter que les rapports transmis ne sont pas des rapports de fin de travaux prescrits par l'article sus-visé, mais seulement les rapports techniques des piézomètres.</p> <p>En effet, ces rapports notifient les informations relatives aux piézomètres (coordonnées géographiques, date de début et de fin de réalisation, coupe géologique, éléments techniques :</p>

profondeur, tubage, remplissage ...) mais aucune donnée relative aux mesures de prévention de la pollution, mises en place n'est indiquée.
Certaines mesures de prévention de la pollution n'ont pas été mises en place (cf. constat "protection des piézomètres").

Les rapports transmis le 21 juin 2024 n'exposent pas les mesures de prévention de la pollution mises en place. Lorsque celles-ci auront été achevées (cf. constat "protection des piézomètres"), l'exploitant notifiera au Préfet les compléments au rapport de fin de travaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 14 : Étude hydrogéologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 4.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'exploitant devra justifier par une étude réalisée par un hydrogéologue qualifié indépendant, le sens d'écoulement de la nappe, le nombre de piézomètres à retenir, leur localisation ainsi que le niveau à surveiller,

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 6 novembre 2024, l'exploitant a fourni l'étude hydrogéologique réalisée en vue de l'implantation du réseau de piézomètres sur la carrière (rapport TA 23 078 de février 2024).

L'étude a été réalisée dans le but de juger si les implantations prévues pour les nouveaux piézomètres (n°3 et n°4), telles que définies dans le plan en annexe 5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, sont corrects notamment vis-à-vis du sens d'écoulement de la nappe et de la réglementation relative à la surveillance de la qualité des eaux souterraines sur un site industriel (1 piézomètre amont et 2 piézomètres aval).

L'étude conclut en une implantation convenable des piézomètres : le piézomètre n°1 étant en amont et les trois autres piézomètres en aval.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 15 : Analyse des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 4.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : [...]. En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période hautes eaux et un en période de basses eaux). Un premier prélèvement est réalisé avec le début de l'exploitation de la carrière.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 6 novembre 2024, l'exploitant disposait des rapports d'analyses n°240302398 du 15/01/2024 et n°240302399 du 15/01/2024 relatifs à l'analyses des prélèvements des eaux souterraines au niveau des piézomètres n°1 et n°2. Le décapage de la carrière a débuté le 17 octobre 2024. L'exploitant a fourni un devis relatif à l'analyse des eaux souterraines au droit des quatre de la carrière. Les piézomètres n°3 et n°4 n'ont pas fait l'objet d'un prélèvement avant le début de l'exploitation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 5.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; • la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; • en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre

pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;

- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus au stockage des déchets d'extraction ;
- le cas échéant, les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

Par courriel du 27 février 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection le plan de gestion des déchets. Ce plan de gestion comprend notamment :

- la définition et l'estimation de la quantité des déchets inertes qui vont être générés par l'activité extractive ;
- une description de l'activité extractive ;
- une description des mesures de gestion des déchets (modalités de stockages, stabilités des stockages ...) ;
- un tableau relatif aux effets sur l'environnement ;
- les conditions de remise en état.

Il est à noter que le plan de gestion fait mention à la "carrière de Thiville" et d'une activité de production de granulats calcaires dans le tableau relatif à la description des déchets inertes générés. L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait d'une erreur. Il conviendra de modifier le plan de gestion en conséquence.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 7.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès à la carrière sera signalé par des panneaux réglementaires. L'accès sera maintenu fermé en période d'inactivité par un portail fermé à clef. L'ensemble de la zone en exploitation sera ceint par une clôture ou des merlons.

Constats :

La carrière a été clôturée au niveau des premières phases d'exploitation. L'accès à la carrière est pourvu d'un portail. Des panneaux signalant le danger et l'accès interdit au public sont apposés sur les clôtures.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite